

Portrait à grands traits de l'Ontario français

Simon Laflamme et Derek Wilkinson¹
Université Laurentienne

Introduction

Comment décrire une population? Comment même oser le faire dans le cadre d'un court article? Les manières de le faire sont multiples pour peu qu'on puisse évoquer les dimensions objectives de cette population, qu'elle se soit exprimée sur elle-même ou qu'elle ait fait l'objet de discours analytiques — tous les documents que produit une population et dans lesquels elle présente ou se représente son être ou son univers, que ce soit sous une forme scientifique ou non, sont objectifs en ce sens qu'ils constituent une matière accessible à tous et dont on ne peut pas nier l'existence. Tel est bien le cas de l'Ontario français: on ne peut douter que cette communauté présente une histoire et qu'on puisse la décomposer en ses divers aspects; les francophones de l'Ontario se sont depuis longtemps exprimés sur eux-mêmes, débattant de leur sort et de leur destinée, exprimant de multiples façons leur vécu; les études qui portent sur l'Ontario français sont désormais nombreuses. Oser le faire, c'est risquer de laisser échapper des informations significatives, et donc de produire quelque distorsion. Éviter de le faire, toutefois, c'est abandonner les informations à leur nature éparse, c'est refuser de créer des liens entre elles, alors que ces liens peuvent, doivent être établis. Décrire une population, c'est réunir des informations en admettant que certaines sont mises de côté, c'est établir des liens en sachant que les liaisons pourraient être établies autrement. Mais ce n'est pas sélectionner des données au hasard, ni établir des liens de manière arbitraire. Et cette tâche est d'autant moins aléatoire que la population étudiée peut elle-même informer la personne qui la dépeint et que l'ensemble des informations peut être puisé dans un corpus analytique qui a fait l'objet de critiques.

Notre objectif est de broser un tableau à grands traits de l'Ontario français afin de présenter brièvement certains éléments qui lui sont propres tout en étant conscients qu'il est impossible de tout dire dans un texte aussi bref. Dans un premier temps, nous proposons quelques notions d'histoire. Dans un second temps, nous nous attardons sur divers aspects d'ordre démographique; cette étude descriptive se termine sur une tentative de modélisation qui nous semble rendre compte de la dynamique sur la base de laquelle l'Ontario français évolue en même temps qu'il régresse.

Un peu d'histoire

L'Ontario français a son histoire. Gaétan Gervais en propose une interprétation en trois temps: l'âge français, l'âge canadien-français, et l'âge franco-ontarien (Gervais 1999) que nous reprenons ici.

La première époque est celle du Régime français puis du Régime anglais. Après s'être établis à Québec, en 1608, les Français s'installent dans la vallée du Saint-Laurent. Ils iront vers l'ouest pour y faire la traite des

fourrures et aussi à des fins d'évangélisation. Les relations avec les populations amérindiennes ont lieu sous le signe parfois de la coopération, parfois de l'affrontement. Le long du réseau hydrographique — et tout particulièrement sur les rives des Grands Lacs —, des missions sont construites, des postes de traite sont mis sur pied, et des forteresses sont érigées. Les Anglais s'empareront de ces forteresses, suite à des assauts ou à des traités. Au sud, les conflits entre la Grande-Bretagne et les colonies américaines poussent des sujets britanniques vers le Canada, à l'Assomption. En même temps, les Canadiens, c'est-à-dire les Français du Canada, s'installent dans la région, peuplement qui sera à l'origine, en 1767, de la première paroisse ontarienne. Après l'arrivée des Loyalistes dans les anciens "Pays-d'en-haut," au lendemain de la Révolution américaine, les sujets britanniques tolèrent mal ces Français, catholiques de surcroît, qui vivent sous le droit civil français dans une colonie britannique. Cette animosité provoque, en 1791, la séparation du territoire en deux ensembles: le Bas-Canada, à l'est, et le Haut-Canada, à l'ouest.

Français ou Anglais colonisent le pays. Quelques villes naissent et se développent, mais l'agriculture est hautement valorisée par les autorités tant politiques que religieuses, de sorte que de nombreux villages voient le jour. Dans le Haut-Canada, qui formera une partie de la province de l'Ontario, davantage de communautés anglaises que françaises voient le jour et les communautés bilingues sont souvent à majorité anglaise. Les industries forestières et minières drainent en milieux urbains une main-d'œuvre non spécialisée; dans certaines villes de l'Est et du Nord, on trouve des quartiers à majorité française. Le sud attire aussi des Canadiens français qui travaillent en agriculture et dont plusieurs, avec les années, se déplaceront vers le secteur industriel. En travaillant sur la ferme et en exerçant les métiers peu qualifiés des industries forestières, dès les premières années du dix-neuvième siècle, et minière, à la fin du siècle, en constituant des paroisses catholiques, les Canadiens français de l'Ontario connaissent une certaine croissance démographique. Tout l'Ontario français n'est toutefois pas ouvrier: une ville comme Bytown (Ottawa), qui en 1857 devient la Capitale du Canada-Uni, compte quelques fonctionnaires d'expression française, et connaît diverses manifestations d'ordre culturel de même qu'un développement institutionnel, comme ailleurs en province (collèges, hôpitaux, sociétés mutuelles, etc.); des communautés religieuses et un clergé imposant tissent des liens entre les diverses communautés et à l'intérieur de chacune d'elles, en assurant les rites religieux, en soignant et en instruisant les populations. Quoique toujours minoritaire, cette expansion des Canadiens français de l'Ontario indigna la majorité anglaise qui cherche des moyens de l'endiguer. Devant cette menace anglaise, un organisme provincial sera créé en 1910: l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFEO). En 1912, le gouvernement de la province tente d'interdire l'enseignement en français, et donc d'abolir les écoles de langue française, une des institutions les plus symboliques dans l'imaginaire des Canadiens français (Dennie 1999). À cette fin, il édicte le Règlement XVII qui entend interdire le français au-delà de la deuxième année du cycle pri-

maire. L'événement a pour effet de mobiliser la population visée. Le gouvernement doit reculer; en 1927, il accepte la création d'écoles bilingues (et non françaises). Les conflits scolaires, cependant, n'en sont pas à leur terme et ils cristallisent l'ensemble des tensions entre Anglais et Français (Marchildon et Marchand 2004). Dans la province de Québec, ces tensions sont plus manifestes, un mouvement indépendantiste devenant de plus en plus bruyant. Pour les atténuer, le gouvernement de la fédération met sur pied en 1963 la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme et adopte en 1969 la Loi sur les langues officielles. Mais cela ne suffit pas à éliminer les conflits entre Français et Anglais du Canada, ni même à assurer l'existence d'une entité canadienne-française. Après les états généraux du Canada français qui ont lieu à Montréal en 1966, 1967, et 1969, les Québécois francophones n'ont plus beaucoup en partage avec les minorités françaises qui se sont établies ailleurs dans le pays. Au terme de ce deuxième âge, les Canadiens français de l'Ontario apprendront à se référer à eux-mêmes en utilisant le terme de Franco-Ontariens (Gervais 2003).

Au troisième âge, l'Ontario français connaît un développement manifeste, notamment aux plans éducationnel et culturel; en outre, sa structure professionnelle devient de moins en moins rurale, et sa composition ethnique, de moins en moins nettement d'ascendance canadienne-française, notamment dans les milieux urbanisés de Toronto et d'Ottawa. La population demeure minoritaire, mais son réseau institutionnel se développe. Les subventions fédérales favorisent le mouvement. En 1969, l'ACFEO devient l'ACFO, l'Association canadienne-française de l'Ontario, dont le mandat n'est plus restreint aux questions éducationnelles; cet organisme provincial, en outre, s'édifie sur un ensemble de groupements dont les préoccupations et les tâches varient selon les régions et les communautés. Le domaine des arts, notamment celui du théâtre, permet aux francophones de l'Ontario, dans le Nord et dans l'Est surtout, de consolider leur identité aussi bien en émettant des messages nationalistes qu'en produisant des contenus moins engagés. En 1975, le drapeau franco-ontarien est déployé pour la première fois (St-Pierre 2005). Le gouvernement de la province adopte en 1986 une loi qui garantit que, là où le nombre le justifie, les francophones pourront obtenir dans leur langue les services du gouvernement. Des collèges communautaires de langue française sont créés; des programmes en français sont offerts dans des universités bilingues. La fonction publique de la province, comme celle de la fédération, embauche bon nombre de Franco-Ontariens, ce qui étend les possibilités d'embauche de cette population habituée aux métiers du secteur primaire. L'Ontario français se raffermir ainsi, culturellement, politiquement. On le voit dans le dossier de la gestion scolaire, où est revendiquée une forme d'autonomie. On le voit nettement quand le gouvernement de la province entend fermer l'Hôpital Montfort, un établissement bilingue de la région d'Ottawa (Gratton 2003); les Franco-Ontariens réussissent à empêcher qu'ait lieu cette fermeture, et leur lutte victorieuse occupera dans leur esprit un espace aussi important que celle qui a été menée contre le Règlement XVII.

Un peu de démographie

L'Ontario constitue la province la plus peuplée du Canada: au recensement de 2006, avec 12,160,282 habitants, elle forme à elle seule 38.5% de la population canadienne, les autres citoyens se répartissant dans neuf autres provinces et trois territoires.² En 2006, l'anglais est la langue maternelle unique³ pour 68.4% de la population, le français, pour 4.1% (il s'agit d'une faible diminution par rapport à 2001). La province voisine, à l'est, le Québec, la deuxième pour ce qui est du nombre d'habitants, compte 7,546,131 individus lors du recensement de 2006; parmi eux, 79.0% ont pour langue maternelle le français et 7.7% l'anglais. À l'ouest, au Manitoba, 74.0% des 1,148,401 citoyens ont l'anglais pour langue maternelle et 3.9%, le français (Statistique Canada 2007). La population de l'Ontario est donc à majorité anglaise, mais elle compte une proportion non négligeable de francophones; en cela, la province est semblable au Manitoba, mais différente du Québec où la majorité est de langue française.

On divise communément la province de l'Ontario en cinq régions: le Nord-Ouest, le Nord-Est, l'Est, le Centre, et le Sud-Ouest. Les deux premières sont les moins urbanisées et les moins peuplées; les forêts y sont vastes et le sol y est riche en minéraux, ce qui explique que l'économie y soit fortement axée sur l'industrie du secteur primaire. L'économie des trois autres régions repose plus nettement sur les industries des secteurs secondaire et tertiaire; l'agriculture y est aussi pratiquée à grande échelle.

La situation des francophones varie considérablement d'une région à l'autre (Gilbert 1999). Au plan démographique, on le constate aisément. L'Office des affaires francophones en Ontario a produit, en 2005, à partir des données du recensement de 2001, un tableau qui répartit la population en fonction des régions (voir le tableau). Est considérée comme francophone la personne qui, lors du recensement, à la question *"Quelle est la langue apprise en premier lieu à la maison dans l'enfance et encore comprise?"* a répondu *"français"* soit comme réponse unique, soit comme élément d'une réponse multiple. (La proportion totale de francophones en Ontario est alors de 4.8%; si l'on n'avait pris en considération que les réponses uniques, le pourcentage aurait été de 4.3.) Ce tableau montre que c'est dans l'Est que les francophones sont les plus nombreux en chiffres absolus, mais que c'est dans le Nord-Est qu'ils représentent la proportion la plus importante de la population. Dans le Nord-Est et dans le Centre, les nombres absolus sont comparables, mais, dans le Centre, les francophones ne constituent que 1.8% de l'ensemble alors que, dans le Nord-Est, ils comptent pour 25.1%. C'est dans le Nord-Ouest que les francophones sont les moins nombreux; par rapport à la totalité des francophones de la province, ils ne représentent que 1.6%. Dans le Sud-Ouest aussi on dénombre peu de francophones et la totalité de ces individus ne compose que 6.3% de tous les citoyens d'expression française. La plupart des francophones, donc, sont concentrés dans les trois régions du Nord-Est, de l'Est et du Centre bien que leur proportion par rapport à la population totale soit très inégale.

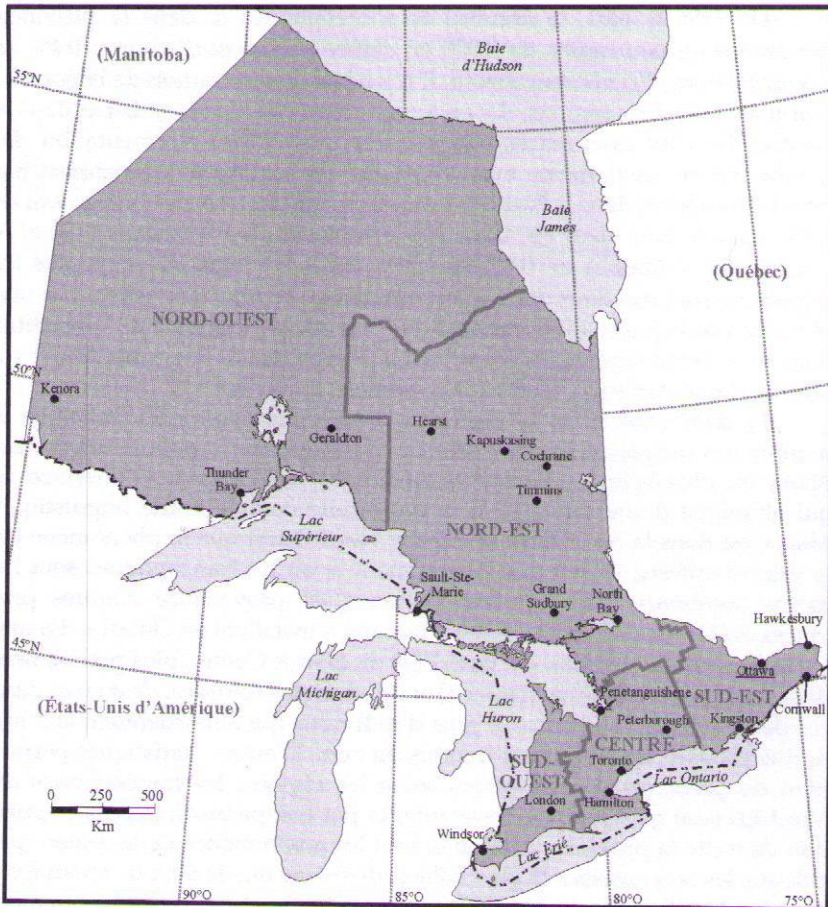


Tableau
Distribution de la population francophone de l'Ontario selon la région

Région	Population totale	Population francophone totale	Pourcentage de francophones dans la population totale	Distribution régionale de la population francophone	Distribution régionale de la population totale
Nord-Ouest	234,770	8,780	3.7 %	1.6 %	2.1 %
Nord-Est	551,670	138,585	25.1 %	25.2 %	4.8 %
Est	1,543,160	226,705	14.7 %	41.3 %	13.5 %
Centre	7,600,435	140,550	1.8 %	25.6 %	66.6 %
Sud-Ouest	1,480,005	34,320	2.3 %	6.3 %	13.0 %
Ontario	11,410,045	548,40	4.8 %	100 %	100 %

Source: Office des affaires francophones en Ontario, *Les francophones en Ontario. Profil statistique. Profil général* (Toronto, 2005), p. 6.

De 1996 à 2001, le nombre de francophones a, dans la province, diminué d'un peu moins de 9,000 en chiffre absolu et d'environ 0.4% en valeur relative. En nombre absolu, il n'y a pas de diminution de la population dans toutes les régions; il y en a régression dans le Nord-Est et dans le Centre; dans les trois autres régions, il y a plutôt eu augmentation. En nombre relatif, de la même manière, toutes les régions ne connaissent pas une décroissance: dans le Nord-Est, la proportion de francophone grossit de 0.8%, dans le Sud, de 0.1%, dans le Nord-Ouest, de 0.4%; dans l'Est et le Centre, elle s'affaiblit de 0.6% et 0.3% respectivement. Ainsi, toutes les régions ne sont pas dans des situations analogues: toutes ne voient pas une réduction de la population francophone et si effritement il y a de l'ensemble dans une région comme le Nord-Est, en proportion de la population, il y a plutôt augmentation, et il en va inversement dans l'Est.⁴

La différence entre les régions n'a pas pour seule caractéristique le nombre des citoyens et ses fluctuations. En moyenne, la population francophone est plus âgée que ne l'est la totalité des individus de la province, ce qui témoigne d'une difficulté à se reproduire comme entité linguistique. Mais c'est dans le Sud-Ouest et dans le Nord-Ouest que le phénomène est le plus manifeste, c'est-à-dire précisément là où les francophones sont les moins nombreux. Plusieurs francophones, en provenance d'autres provinces du Canada ou de l'extérieur du pays, s'installent en Ontario. La majorité d'entre eux s'établissent dans l'Est ou dans le Centre, plus précisément dans les capitales fédérale (Ottawa) et provinciale (Toronto); c'est aussi dans ces deux villes qu'on trouve le plus d'individus qui appartiennent aux minorités raciales, qu'ils parlent français ou non. D'autres statistiques permettent de percevoir des variations selon les régions: les francophones du Nord-Est sont quelque peu désavantagés par comparaison avec la population de toute la province, comme le sont les anglophones de la région, par ailleurs: les revenus sont là plus faibles, de même que le taux de chômage y est plus élevé. Dans le Nord-Ouest, le taux de chômage est également élevé, pour les anglophones et les francophones, mais le revenu des francophones est là supérieur à ce qu'il est dans le Nord-Est et dans la population globale. Dans les deux régions du nord, les francophones sont moins instruits que dans les autres régions. Dans le Sud-Ouest, le taux d'activité des francophones sur le marché du travail est plutôt faible, ce qui s'explique en grande partie par effet du vieillissement.

Si l'on compare l'ensemble des francophones de l'Ontario à la population de la province dans son ensemble, on ne trouve pas d'indicateur qui fasse état d'une nette discrimination; mais on observe souvent les traces d'une minorisation. En se référant aux données du recensement de 2001, l'Office des affaires francophones signale que:

- 1) la proportion de francophones (11.9%) qui n'a pas atteint la neuvième année de scolarité est plus élevée que celle de la population générale (8.1%);
- 2) la proportion de francophones (67%) qui détient un diplôme d'études secondaires est plus faible que celle de la population générale (70.3%);

- 3) la proportion de francophones (77.9%) qui a fait des études postsecondaires est plus faible que celle de la population générale (79.5%);
- 4) dans l'ensemble des personnes qui ont fait des études post-secondaires, la proportion de francophones (45%) qui ont étudié à l'université est plus faible que celle de la population générale (49%);
- 5) la proportion de francophones (14.7%) qui ont obtenu un diplôme d'études universitaires est plus faible que celle de la population générale (17.5%);
- 6) la proportion de francophones (59.2%) actifs sur le marché du travail est plus faible que celle de la population générale (61.5%);
- 7) le taux de chômage des hommes francophones (6.5%) est plus élevé que celui de l'ensemble masculin (5.8%), mais le taux de chômage des femmes francophones (5.7%) est inférieur à celui de la population féminine (6.5%);
- 8) la structure professionnelle de la population francophone est relativement semblable à celle de l'ensemble de la population générale; on note toutefois une surreprésentation de francophones dans le domaine de l'enseignement;
- 9) le revenu médian des francophones (\$30,054 CDN) est supérieur à celui de la population générale (\$28,027);
- 10) le revenu d'emploi moyen des francophones (\$35,796) dépasse légèrement celui de la population générale (\$35,185);
- 11) le revenu familial moyen des francophones (\$70,033) est inférieur à celui de la population dans son ensemble (\$73,849) (Office des affaires francophones de l'Ontario 2005a et b, 11-20; Allaire et Bernier 2005a; Allaire et Bernier 2005b).

Dans le *Deuxième rapport sur la santé des francophones de l'Ontario*, on arrive à des conclusions similaires. En fonction de bon nombre d'indicateurs (tabagisme, maladies cardiaques, embonpoint, visites dentaires), la santé des francophones est moins bonne que celle de l'ensemble de la population, mais il ne s'agit pas d'écarts incommensurables et, pour d'autres indicateurs (blessures, hypertension, dépression), francophones et autres sont comparables (Picard et Allaire 2005).

L'une des questions qui attirent le plus l'attention des chercheurs qui se penchent sur la francophonie ontarienne est celle du transfert linguistique. Sociologues et démographes surveillent, d'un recensement à l'autre, l'évolution de la population. Ils découvrent parfois des progressions, parfois des déclin. Mais ils relèvent, au cours des années:

- 1) une diminution de la proportion d'individus de langue maternelle française;

- 2) une diminution de l'usage du français dans les foyers;
- 3) une croissance du taux d'anglicisation;
- 4) une variation de ces tendances selon les régions, les statistiques dans le sud (soit dans le Centre et le Sud-Ouest) étant particulièrement alarmantes (Castonguay 2002).

Pour expliquer ces phénomènes, Roger Bernard a insisté sur deux causes: la densité de population francophone et les mariages mixtes ou exogamiques (voir par exemple Bernard 1991; Bernard 1996). Les concentrations de francophones favorisent les échanges en français, et donc la reproduction de la langue. Les mariages sont dits mixtes quand l'un des époux parle français et l'autre, anglais; ces mariages tendent à nuire à la reproduction du français puisque la langue de la majorité, souvent, s'impose dans le foyer.

Raymond Breton (1964) soutient qu'une communauté parvient d'autant plus facilement à se reproduire qu'elle comporte les institutions qui sont nécessaires à la socialité: plus est développé son réseau, meilleure est sa situation. Une communauté qui dispose d'écoles est mieux à même d'assurer sa pérennité qu'une autre qui n'en a pas. Et si, à ces écoles, s'ajoutent des hôpitaux, des centres de loisir, des organismes culturels, des lieux de travail, des services religieux, une chambre de commerce, et ainsi de suite, le devenir de la communauté est d'autant envisageable.⁵

Au cœur du réseau institutionnel, il y a le système d'éducation, et cela n'a échappé ni aux citoyens franco-ontariens ni aux chercheurs qui se sont penchés sur l'Ontario français (Bordeleau, Bernard et Cazabon 1999). L'école, en effet, est par excellence le lieu par où une communauté socialise ses membres et dessine son avenir. Une forte partie de ce qui constitue l'identité des individus et des peuples transite par l'école, que ce soit l'effet de l'apprentissage ou bien simplement des relations que les individus entretiennent les uns avec les autres, et l'Ontario français n'échappe pas à ce principe (Gajo 1999; Gérin-Lajoie 2003; Heller 1999). Mais si nécessaire est-il pour une communauté de pouvoir instruire en vertu de ses traits caractéristiques les individus qui en font partie, un système d'éducation ne peut garantir à lui seul ni la reproduction, ni le développement. Et plus la société est complexe, moins il est suffisant. Dans une société où l'essentiel des rapports sociaux est confiné aux relations interpersonnelles et où le travail est fortement déterminé par l'organisation familiale, un réseau institutionnel peut être relativement réduit et néanmoins être efficace. Mais dans la postmodernité, où les médias jouent un rôle immense, où les probabilités d'emploi sont très étendues, où les relations aux autres débordent aisément le champ des rapports *in praesentia*, où les populations sont théoriquement très mobiles, où le travail coexiste aisément avec le loisir, le réseau institutionnel doit être beaucoup plus diversifié. En fait, plus il l'est pour une communauté donnée, moins cette communauté est vulnérable. Dans la postmodernité, par exemple, il est difficile pour une population particulière de se reproduire si des médias ne s'adressent pas à elle et si elle ne produit pas elle-même des messages qui lui sont destinés et qui sont par ailleurs

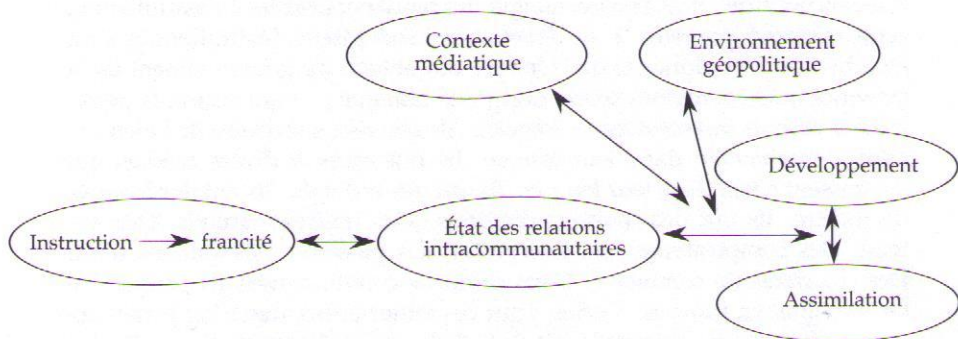
repris par d'autres populations. Une population qui ne produit pas de messages médiatisés pour elle-même est soumise aux messages que produisent d'autres populations et qui ne s'adressent pas à elle. Une population dont les messages ne sont jamais repris par d'autres s'isole, se fragilise ; ce qui la caractérise ne vient pas la consolider de l'extérieur — les héros sont d'autant plus grands pour soi qu'ils sont valorisés aussi par autre que soi.

Si l'Ontario français n'était que famille et école, les scénarios les plus pessimistes quant à son destin se seraient concrétisés depuis longtemps ; en se fondant sur les tendances démographiques des recensements passés on aurait pu prédire sa disparition. Mais tel n'est pas le cas. Recensement après recensement, des chiffres font état d'une assimilation, mais l'Ontario français perdure. Plus encore, malgré des tendances réelles à l'assimilation, cette minorité parvient à se développer. Son réseau institutionnel s'est étendu. Les francophones de l'Ontario ont obtenu du gouvernement de la province que des régions soient désignées bilingues, ce qui accroît la possibilité d'obtenir des services en français. Ils peuvent s'instruire de l'élémentaire à l'université dans leur langue. Ils ont accès à divers médias qui s'adressent à eux dans leur langue. Ils ont des festivals. Ils ont des troupes de théâtre. Ils ont des maisons d'édition. Des centres culturels. Des auteurs, des compositeurs, des interprètes, des peintres. Des galeries d'art. Des chambres de commerce. Dans certaines communautés, ils peuvent se faire soigner en français. Certes, pour ces minoritaires, rien n'est jamais acquis, tout rappelle toujours le fait de la "minoritude" et cette "minoritude" commande communément des luttes pour l'égalité. Mais il n'en demeure pas moins que tout ce qui est Ontario français n'est pas vulnérabilité et promesse d'anéantissement. En fait, l'Ontario français évolue de façon duelle, et non de manière univoque comme le donne à croire une lecture trop strictement démographique. La tendance à l'assimilation est indéniable ; mais ne l'est pas moins le mouvement vers le développement. Cette tendance à l'assimilation semble en grande partie toucher de façon toute particulière les individus les moins instruits. C'est chez eux que le déni de soi en tant que francophone et le culte de l'anglais, son corollaire, sont les plus prononcés, pour diverses raisons aussi démographiques que symboliques. Activée au cœur de l'adolescence, cette anglophilie perdurera si la personne ne s'instruit pas au-delà du secondaire. Les personnes qui en sont animées témoignent souvent d'une francophilie tiède, voire d'une inclination à se fondre dans l'anglophilie.⁶ À l'opposé, il y a les francophones les plus instruits. Chez eux, la francophilie est souvent intense, active, militante. Les communautés francophones sont souvent le lieu des débats entre ces deux pôles, les uns travaillant fermement à la promotion du fait francophone, les autres observant avec indifférence cet activisme ou s'y opposant, les débats variant selon les enjeux et les communautés, les alliances se formant et se déformant de façon circonstancielle. Cette description montre bien qu'on ne peut pas dépeindre l'avenir de l'Ontario français comme s'il s'agissait d'une voie toute tracée et d'un horizon bien défini. Elle révèle que l'Ontario français constitue une société en voie de réalisation, avec une histoire et des conflits internes, dans un milieu géopolitique déterminé où des gouvernements interviennent et sont sollicités (Aunger 2005; Cardinal 2001). S'il est

vrai que l'environnement démographique est déterminant de cet avenir en tant qu'il représente un facteur de la probabilité des mariages exogamiques et que cette mixité favorise l'assimilation, il n'est pas moins vrai que cette logique est trop étroite pour rendre compte de la complexité de la situation. L'Ontario français a devant lui un avenir ouvert, déterminé au moins par la double tendance vers l'assimilation et le développement (voir la figure) (Laflamme 2001).

Figure

Modèle minimal pour l'analyse de l'évolution de la communauté franco-ontarienne



Conclusion

L'histoire de l'Ontario français est celle de l'avènement d'un paradoxe. Un peuple colonisateur devient minoritaire. Des francophones finissent par former un sous-ensemble plus ou moins dispersé dans une imposante collectivité anglophone. Cette collectivité anglophone est imposante aux niveaux politique et économique, mais aussi aux plans social et symbolique. En cela, elle constitue une puissante force assimilatrice. Et les recensements en montrent continûment la force attractive. Pourtant la francophonie ontarienne se développe. C'est en cela que réside l'antinomie: tout à la fois, l'Ontario français progresse et régresse. Cette dualité place les Franco-Ontariens devant un destin imprévisible. On peut facilement concevoir qu'elle est à la source d'un imaginaire particulier aux traits semblables par la généralisation du paradoxe et dissemblables par la diversité des positions régionales et sociales.

Notes

¹ Nous tenons à remercier Léo Larivière qui a produit la carte des cinq régions de l'Ontario. Nous exprimons aussi notre gratitude à Michel Bock et Gaétan Gervais pour leurs précieux commentaires.

² $12\,602\,282 / 31\,612\,897 = 38.5\%$ (Statistique Canada 2007).

³ Dans le recensement de Statistique Canada, on entend par langue maternelle "la première langue apprise à la maison dans l'enfance et encore comprise au moment du recensement."

⁴ Ces comparaisons ont pu être établies grâce à la collaboration de Statistique Canada, du Centre de données de recherche du Sud-Ouest de l'Ontario, et de son satellite, le Centre de données de recherche de l'Université Laurentienne. La collaboration de Pat Newcombe-Welch a particulièrement été utile.

⁵ Dans cet esprit, dans le cas de l'Ontario français, Diane Farmer (1996) a mené une étude des plus intéressantes.

⁶ Sur la problématique de l'identité des jeunes, on lira avec intérêt les travaux de Christine Dallaire (2004, 2005, et 2006) qui observe des phénomènes d'hybridité.

Ouvrages Cités

- Allaire, Gratien et Christiane Bernier. "Environnement social et économique." Louise Picard et Gratien Allaire (dir.). *Deuxième rapport sur la santé des francophones de l'Ontario*, Sudbury: Programme de recherche, d'éducation et de développement en santé publique et Institut franco-ontarien, 2005a. 23-39.
- . "Profil sociodémographique." Louise Picard et Gratien Allaire (dir.). *Deuxième rapport sur la santé des francophones de l'Ontario*, Sudbury: Programme de recherche, d'éducation et de développement en santé publique et Institut franco-ontarien, 2005b. 13-22.
- Aunger, Edmund A. "Diversité régionale et inégalité politique: les minorités de langue officielle et le problème de deux poids deux mesures." William Floch et Yves Frenette (dir.). *Nouvelles perspectives canadiennes. Vitalité des communautés, confiance des communautés. Forum de recherche sur les langues officielles. Analyse et réflexion sur le sondage de GPC International portant sur les attitudes et les perceptions à l'égard des langues officielles*. Ottawa: Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux, 2005. 7-27.
- Bernard, Roger. *Un avenir incertain. Comportements linguistiques et conscience culturelle des jeunes Canadiens français. Vision d'avenir, livre III*. Ottawa: Fédération des jeunes Canadiens français, 1991.
- . [1988] *De Québécois à Ontariens*. Ottawa: Le Nordir, 1996.
- Bordeleau, Louis-Gabriel, Roger Bernard, et Benoît Cazabon. "L'éducation en Ontario français." Joseph Yvon Thériault (dir.). *Francophonies minoritaires au Canada. L'état des lieux*. Moncton: Les éditions d'Acadie, 1999. 435-73.
- Breton, Raymond. "Institutional completeness of Ethnic communities and personal relations immigrants." *American Journal of Sociology* 70 (1964): 193-295.
- Cardinal, Linda, avec la collaboration de Caroline Andrew et Michèle Kérisit. *Chronique d'une vie politique mouvementée. L'Ontario francophone de 1986 à 1996*. Ottawa: Le Nordir, 2001.
- Castonguay, Charles. "Le contexte démographique franco-ontarien (1971-1996)." *Revue du Nouvel-Ontario* 27 (2002): 3-42.
- Dallaire, Christine. "'Fier de qui on est... nous sommes FRANCOPHONES!': L'identité des jeunes aux Jeux franco-ontariens." *Francophonies d'Amérique* 18 (2004): 127-47.
- . "'I am English too': Francophone Youth Hybridities in Canada." Pam Nilan et Carles Feixa. *Global Youth? Hybrid Identities, Plural Worlds*. London/New York: Routledge, 2006. 32-52.

- Dallaire, Christine et Claude Denis. "Asymmetrical Hybridities: Youths at Francophone Games in Canada." *Canadian Journal of Sociology/Cahiers canadiens de sociologie* 30.2 (2005): 143-68.
- Dennie, Donald. "La politique ontarienne et les Franco-Ontariens (1900-1995)." Joseph Yvon Thériault (dir.). *Francophonies minoritaires au Canada. L'état des lieux*. Moncton: Les éditions d'Acadie, 1999. 361-81.
- Farmer, Diane. *Artisans de la modernité. Les centres culturels en Ontario français*. Ottawa: PU Ottawa, coll. "Amérique française," 4, 1996.
- Gajo, Laurent. "Entre immersion et émergence identitaire: les écoles ontariennes enseignant en français." Normand Labrie et Gilles Forlot (dir.). *L'enjeu de la langue en Ontario français*. Sudbury: Prise de parole, 1999. 109-28.
- Gérin-Lajoie, Diane. *Parcours identitaires de jeunes francophones en milieu minoritaire*. Sudbury: Prise de parole, 2003.
- Gervais, Gaétan. "L'histoire de l'Ontario français." Joseph Yvon Thériault (dir.). *Francophonies minoritaires au Canada. L'état des lieux*. Moncton: Les éditions d'Acadie, 1999. 145-61.
- . *Des gens de résolution. Le passage du "Canada français" à l'"Ontario français"*. Sudbury: Prise de parole, 2003.
- Gilbert, Anne. *Espaces franco-ontariens. Essai*. Ottawa: Le Nordir, 1999.
- Gratton, Michel. *Monfort. La lutte d'un peuple*. Ottawa: Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, 2003.
- Heller, Monica. "Quel(s) français et pour qui? Discours et pratiques identitaires en milieu scolaire franco-ontarien." Normand Labrie et Gilles Forlot (dir.). *L'enjeu de la langue en Ontario français*. Sudbury: Prise de parole, 1999. 129-65.
- Laflamme, Simon. "Alternance linguistique et postmodernité: le cas des jeunes francophones en contexte minoritaire." *Francophonies d'Amérique* 12 (2001): 105-12.
- Marchildon, Daniel et Micheline Marchand. *La crise scolaire de Penetanguishene: au-delà des faits, il y a... un historique sommaire et analytique (1976-1989)*. Penetanguishene: Daniel Marchildon, Micheline Marchand, et l'imprimeur du Fief de la Huronie, 2004.
- Office des affaires francophones en Ontario. *Les francophones en Ontario. Profil statistique. Profil général*. Toronto: Gouvernement de l'Ontario, 2005a.
- . *Profil statistique général. Les francophones en Ontario*, Toronto: Gouvernement de l'Ontario, 2005b.
- Picard, Louise et Gratien Allaire. "Conclusion et recommandations." Louise Picard et Gratien Allaire (dir.). *Deuxième rapport sur la santé des francophones de l'Ontario*, Sudbury: Programme de recherche, d'éducation et de développement en santé publique et Institut franco-ontarien, 2005. 139-43.
- St-Pierre, Stéphanie. "Le drapeau franco-ontarien: 'Puissent ses couleurs nous rallier dans une nouvelle amitié et fraternité,' 1975-1977." Guy Gaudreau (dir.). *Le drapeau franco-ontarien*. Sudbury: ACFO du grand Sudbury et Prise de parole, 2005.
- Statistique Canada. *Tendances du recensement pour Canada, provinces et territoires (tableau)*. Recensement de 2006, produit n° 92-596-XWF au catalogue de Statistique Canada. Ottawa, Diffusé le 4 décembre 2007, <http://www12.statcan.ca/francais/census06/data/trends/Index.cfm>, site consulté le 28 avril 2008.